



# Assemblée des Premières Nations (APN) *Prospérité pour tous*

## Résumé de la proposition prébudgétaire

*« Les budgets peuvent aller au-delà du financement des programmes ou du partage des recettes. Ils peuvent constituer une feuille de route vers la réconciliation économique, le renouvellement des relations avec la Couronne et la prospérité pour tous. »*

*– Cindy Woodhouse Nepinak, Cheffe nationale*



*« Nous devons faire plus, pas moins. C'est tout à fait clair. Cela vaut pour les services sociaux, les services de police, la santé et l'éducation. » – Premier ministre Mark Carney, le 17 juillet 2025*

Le gouvernement du Canada s'est engagé à bâtir *l'unité de l'économie canadienne*, à réduire les coûts, à renforcer la sécurité publique et à tenir ses promesses envers les Premières Nations. L'Assemblée des Premières Nations (APN) exhorte le gouvernement fédéral à respecter ces priorités en partenariat avec les Premières Nations grâce à des investissements soutenus, réfléchis et transformateurs. En août, elle a préparé une proposition prébudgétaire qui décrit en détail **les engagements stratégiques et rentables** que le Canada pourrait prendre pour faire respecter les droits des Premières Nations et soutenir la prospérité à long terme pour tous.

Ces priorités sont également énoncées dans la plateforme de l'APN, *La prospérité pour tous*, qui décrit les mesures budgétaires et les actions réalisables que le Canada peut entreprendre pour défendre les droits des Premières Nations et promouvoir la prospérité à long terme pour tous.

### 1. Bâtir l'avenir grâce à des dépenses en immobilisations

- Eau potable, logement et routes
- Éducation et connectivité
- Infrastructures communautaires
- Garanties de prêt
- Adaptation aux changements climatiques

Pour prospérer, les Premières Nations doivent avoir accès à des infrastructures adéquates, notamment à une eau potable et à des logements de qualité, à des routes toutes saisons, à l'électricité, à des écoles et à l'Internet haute vitesse. Ces initiatives stimuleraient l'économie nationale et le bien-être des Premières Nations.

Selon le Conference Board du Canada, les dépenses en immobilisations nécessaires pour combler le manque d'infrastructures parmi les Premières Nations pourraient générer 635,3 milliards de dollars de retombées économiques au cours des sept prochaines années et 338 300 emplois à temps plein par an.

Le premier ministre Carney a lui-même reconnu que le simple fait de combler le manque discriminatoire d'infrastructures au sein des Premières Nations compenserait largement les répercussions de tous les droits de douane américains.



# Assemblée des Premières Nations (APN)

## *Prospérité pour tous*

### Résumé de la proposition prébudgétaire

Catégorie	Description	Investissement
<b>Infrastructures communautaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Routes, services publics, réseaux d'approvisionnement en eau et entretien, ports, quais, infrastructures de transport, infrastructures sociales et de santé communautaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 115 milliards de dollars</li> <li>• 7 ans</li> </ul>
<b>Avis concernant la qualité de l'eau potable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des investissements immédiats dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en eau potable, tout en représentant et en mettant en œuvre le projet de loi sur l'eau des Premières Nations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 670 millions de dollars</li> <li>• 2 ans</li> </ul>
<b>Logement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• S'attaquer au surpeuplement et au remplacement et à la réparation d'unités d'habitation; 108 803 nouveaux logements supplémentaires sont nécessaires; parmi les 85 700 logements existants, la majorité nécessite des réparations mineures (34 %) ou majeures (31 %).</li> <li>• Pour lutter contre l'itinérance, renforcer les investissements financiers basés sur les distinctions dans le cadre de la stratégie Vers un chez-soi à l'intention des organismes régionaux de prestation de services. Parallèlement aux investissements visant à éradiquer la crise du logement, les solutions proposées par les Premières Nations pour lutter contre l'itinérance permettront de faire progresser la mise en œuvre les Appels à la justice 4.7, 18.24 et 18.25 concernant les FF2E+ADA, à savoir créer des lieux sûrs pour les personnes qui ont besoin d'aide et qui sont sans abri ou qui risquent de le devenir. La réduction de l'itinérance chronique comporte également des retombées économiques, car elle permet de réduire la demande de refuges, d'hôpitaux et de services d'urgence, qui peut s'élever à 56 000 \$ par an et par personne.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 139 milliards de dollars</li> <li>• 10 ans</li> </ul>
<b>Écoles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des dépenses en immobilisations pour construire, remplacer, réparer et agrandir des écoles des Premières Nations.</li> <li>• Des investissements dans les activités de fonctionnement et d'entretien pour garder les biens en bon état et assurer leur cycle de vie complet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 8,2 milliards de dollars</li> <li>• 5 ans</li> </ul>
<b>Routes toutes saisons</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Remplacer le réseau routier hivernal du Canada par des voies toutes saisons.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 35 milliards de dollars</li> <li>• 7 ans</li> </ul>



# Assemblée des Premières Nations (APN)

## Prospérité pour tous

### Résumé de la proposition prébudgétaire

Catégorie	Description	Investissement
<b>Connectivité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Veiller à ce que les Premières Nations atteignent les normes fixées dans la <i>Stratégie canadienne pour la connectivité : la haute vitesse pour tous</i>. Un accès fiable à l'Internet haute vitesse et à la téléphonie mobile permettra aux Premières Nations de s'intégrer dans les économies nationale et internationales en pleine évolution et d'améliorer la participation au marché du travail, la création d'entreprises, la productivité, grâce à l'accès aux compétences et à la formation, et l'adoption de solutions commerciales modernes, la gestion des urgences et l'intervention d'urgence, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>15 milliards de dollars</li> <li>7 ans</li> </ul>
<b>Garanties de prêt pour les infrastructures des Premières Nations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer une direction propre aux Premières Nations au sein de la Corporation de développement des investissements du Canada et mettre en place d'autres moyens pour mobiliser des capitaux publics et privés importants pour combler le manque, par exemple créer une banque d'infrastructures des Premières Nations, afin de garantir l'accès à des capitaux abordables et de fournir des services de développement de la clientèle et des capacités, et accéder aux demandes de la First Nations Major Projects Coalition d'étendre le Programme de garantie de prêts pour les Autochtones au-delà de 10 milliards de dollars pour répondre aux besoins en infrastructures des réserves et à la demande croissante.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>5 à 10 milliards de dollars</li> <li>7 ans</li> </ul>
<b>Accessibilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Progresser dans la réalisation des exigences de la <i>Loi canadienne sur l'accessibilité</i>, en commençant par la rénovation des biens existants en matière d'accessibilité, par exemple en installant des barres d'appui, des places de stationnement et des entrées asphaltées et à niveau, des seuils de porte, des accès aux issues de secours, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1,5 milliard de dollars</li> <li>7 ans</li> </ul>
<b>Adaptation aux changements climatiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adapter les habitations, les services publics, les transports et les bâtiments aux futures conditions environnementales, jusqu'en 2080.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>30,9 milliards de dollars</li> <li>7 ans</li> </ul>
<b>Carboneutralité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Atteindre la carboneutralité d'ici 2050 en améliorant les infrastructures existantes et les nouvelles installations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>12,7 milliards de dollars</li> <li>7 ans</li> </ul>



# Assemblée des Premières Nations (APN)

## *Prospérité pour tous*

## Résumé de la proposition prébudgétaire

### 2. Améliorer la qualité de vie dans les communautés grâce à des services essentiels

- Services de police
- Enfants et familles
- Éducation et langues
- Intégrité des programmes
- Environnement
- Programmes arrivant à échéance

Dix ans après le rapport final de la Commission de vérité et réconciliation, il existe toujours des différences importantes entre les services essentiels offerts aux Premières Nations et ceux offerts aux Canadiens non autochtones.

À l'occasion de l'Assemblée générale annuelle de l'APN en septembre, les Chefs ont réaffirmé leur appui de longue date à des services de police des Premières Nations plus efficaces, à une loi sur l'eau potable et à une réforme à long terme du système discriminatoire de protection de l'enfance au Canada.

Lors de l'Assemblée, les Chefs ont déclaré à l'unanimité un état d'urgence nationale au sein des communautés des Premières Nations en raison de la crise du fentanyl, des opioïdes, de la toxicomanie, de la contrebande d'alcool et de l'alcoolisme qui dévaste les familles.

Le Canada peut transformer ses promesses aux Premières Nations en actes en prévoyant des investissements stratégiques dans le budget fédéral de 2025 pour les services communautaires essentiels que la plupart des Canadiens considèrent comme des services acquis.

Catégorie	Description	Investissement
Services de police	<ul style="list-style-type: none"><li>• Des améliorations immédiates pour stabiliser le Programme de services de police des Premières Nations et assurer l'équité en matière de services pendant la transition vers un nouveau cadre législatif.</li><li>• Capacité d'élaborer conjointement un projet de loi</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 2,6 milliards de dollars</li><li>• 5 ans</li></ul>
Enfants et familles	<ul style="list-style-type: none"><li>• Réforme à long terme du programme discriminatoire des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations</li><li>• Principe de Jordan : aide après la majorité pour étendre l'admissibilité aux 18 à 30 ans</li><li>• Investissements dans l'apprentissage et la garde de jeunes enfants</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 53,5 milliards de dollars</li><li>• 10 ans</li></ul>
Éducation	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ententes régionales en matière d'éducation et programmes d'enseignement postsecondaire et d'éducation des adultes</li><li>• Soutien de base aux établissements d'enseignement postsecondaire des Premières Nations</li><li>• Services améliorés grâce au principe de Jordan et au Programme d'éducation spécialisée à coûts élevés</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 17,9 milliards de dollars</li><li>• 5 ans</li></ul>



## Résumé de la proposition prébudgétaire

Catégorie	Description	Investissement
<b>Langues</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Investissement soutenu dans les programmes linguistiques et culturels en vertu de la <i>Loi sur les langues autochtones</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>3,8 milliards de dollars</b></li> <li><b>5 ans</b></li> </ul>
<b>Intégrité des programmes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Allègement de l'inflation pour les clients bénéficiant de l'aide au revenu</li> <li>Renforcement des services de santé non assurés et des aides à la vie autonome</li> <li>Stratégie de mieux-être mental comprenant la distribution de trousse de naloxone à toutes les Premières Nations, des programmes de prévention et de rétablissement et un soutien pour le Programme de soutien en santé – résolution des questions des pensionnats indiens</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>3,4 milliards de dollars</b></li> <li><b>5 ans</b></li> </ul>
<b>Environnement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conservation du saumon sauvage de l'Atlantique et de son habitat</li> <li>Gestion de l'eau douce et surveillance communautaire par les Premières Nations.</li> <li>Réseau de coordonnateurs pour les urgences climatiques</li> <li>Initiatives de conservation et de développement et production d'énergie propre menées par les Premières Nations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>2,6 milliards de dollars</b></li> <li><b>5 ans</b></li> </ul>
<b>Programmes arrivant à échéance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dépenses en capital pour les infrastructures hydrauliques</li> <li>Programme de leadership autochtone en matière de climat</li> <li>Financement de la recherche pour les revendications particulières</li> <li>Ajouts aux réserves</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>1,276 milliard de dollars</b></li> <li><b>5 ans</b></li> </ul>

### 3. Renforcement de l'autodétermination par l'intermédiaire de la gouvernance

- Approvisionnement
- Citoyenneté
- Justice et droits
- Renforcement des capacités
- Restitution des terres

Il reste encore trop d'Appels à l'action du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada qui n'ont pas été encore mis en œuvre. Il en va de même pour les Appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Le Canada a encore un long chemin à parcourir pour se conformer aux normes minimales en matière de droits de la personne énoncées dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et dans sa propre loi d'application.



# Assemblée des Premières Nations (APN)

## *Prospérité pour tous*

### Résumé de la proposition prébudgétaire

Le prochain budget fédéral est la première occasion pour le nouveau gouvernement d'honorer ses promesses, de renforcer les capacités des communautés en matière de développement d'infrastructures et d'accorder aux Premières Nations un plus grand contrôle sur la citoyenneté et l'approvisionnement, notamment pour atteindre l'objectif de 5 % de marchés publics attribués aux Premières Nations dans tous les ministères fédéraux.

Catégorie	Description	Investissement
<b>Justice et droits</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en œuvre la Stratégie des Premières Nations en matière de justice et la <i>Loi sur la Déclaration des Nations Unies</i></li> <li>• Répondre aux Appels à la justice dans l'intérêt des survivants, des familles, des Premières Nations et des organisations représentatives dans le cadre de la crise des FF2E+ADA.</li> <li>• Mettre en œuvre les Appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>2,1 milliards de dollars</b></li> <li>•</li> <li>• <b>5 ans</b></li> </ul>
<b>Renforcement des capacités et autonomie gouvernementale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir les capacités des Premières Nations pour leur permettre de participer pleinement et activement à l'approbation des projets d'intérêt national, aux évaluations d'impact et aux examens.</li> <li>• Créer une autorité chargée des approvisionnements des Premières Nations afin que le Canada atteigne ses objectifs d'approvisionnement de 5 %.</li> <li>• Financer des postes d'administrateur des inscriptions des membres des Premières Nations dans les réserves.</li> <li>• Éliminer les obstacles à l'inclusion économique et à la prestation de services, notamment par des améliorations immédiates et significatives des programmes de Soutien à la gouvernance et aux capacité autochtones.</li> <li>• Améliorer le programme de gestion des urgences et soutenir la planification en cas de catastrophe menée par les Premières Nations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>11,3 milliards de dollars</b></li> <li>•</li> <li>• <b>7 ans</b></li> </ul>
<b>Restitution des terres</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenir et renforcer les investissements dans la mise en œuvre des revendications particulières et des ajouts aux réserves afin de soutenir le développement des réserves et d'accélérer la restitution des terres.</li> <li>• Des investissements dans la recherche pour répondre aux demandes des Premières Nations et de leurs unités de recherche sur les revendications.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>225 millions de dollars</b></li> <li>•</li> <li>• <b>5 ans</b></li> </ul>



# Assemblée des Premières Nations (APN) *Prospérité pour tous*

## Résumé de la proposition prébudgétaire

### Conclusion

Le Canada a exempté les transferts aux gouvernements provinciaux dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux des réductions budgétaires. Le même engagement doit s'appliquer aux investissements essentiels dans les communautés des Premières Nations.

Interrogé sur les rapports faisant état de compressions budgétaires de la part du gouvernement fédéral dans les budgets consacrés aux Premières Nations, le premier ministre a rassuré les Chefs participant au Sommet C5 du Canada en juillet, affirmant qu'il comprenait que davantage d'investissements étaient nécessaires, et non moins.

L'écart persistant entre les résultats socio-économiques des Premières Nations et ceux du reste du Canada coïncidait avec le plafond budgétaire de 2 % imposé par le Canada pendant des décennies. Les nouveaux investissements réalisés par le gouvernement précédent ont commencé à porter leurs fruits.

Le dernier rapport sur l'indice de bien-être des Premières Nations a confirmé que l'écart entre les Premières Nations et le reste du Canada s'était réduit de manière significative au cours des quatre dernières décennies.

Ce n'est pas le moment de revenir en arrière et de réduire à néant ces progrès. Il est temps d'avancer sur la voie qui mène à la prospérité pour tous.